



**PRÉFET  
DE LOIR-ET-CHER**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Centre-Val de Loire**

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher  
Cité administrative  
34 avenue du Maréchal Maunoury  
41000 Blois

Blois, le 07/01/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 17/12/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**GEMINI SCI**

8, Avenue Hoche  
75008 Paris

Références : VAT20250581  
Code AIOT : 0010007843

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/12/2025 dans l'établissement GEMINI SCI implanté 5 rue Copernic Parc A10 sud 41260 La Chaussée-Saint-Victor. L'inspection a été annoncée le 18/11/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- GEMINI SCI
- 5 rue Copernic Parc A10 sud 41260 La Chaussée-Saint-Victor
- Code AIOT : 0010007843
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SCI GEMINI est autorisée à exploiter une plateforme logistique sur la commune de La Chaussée Saint Victor par arrêté préfectoral du 5 juillet 2006.

L'entrepôt est soumis à Enregistrement au titre des rubriques ICPE n°1510, 2663-1 et 2663-2.

L'entrepôt est composé de 9 cellules de stockage d'une superficie unitaire d'environ 6000 m<sup>2</sup>; il est actuellement occupé par un unique locataire qui est la société KUEHNE+NAGEL, qui utilise les cellules n°1 à 7.

### Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
4	Dispositif de confinement des eaux polluées ou d'extinction d'incendie	Arrêté Préfectoral du 05/07/2006, article 4.2.4.1, 7.7.6.1 et 7.7.6.2	Demande d'action corrective	2 mois
9	Organisation du stockage	Arrêté Préfectoral du 05/07/2006, article 8.1.3.2	Demande d'action corrective	2 mois
10	Comportement au feu des locaux : portes coupe-feu	Arrêté Préfectoral du 05/07/2006, article 7.3.2.1	Demande d'action corrective	2 mois
11	Moyens de détection et lutte incendie	Arrêté Préfectoral du 05/07/2006, article 7.7.1, 7.7.2 et 7.7.3	Demande d'action corrective	2 mois
12	Détection automatique d'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 12 de l'annexe II	Demande d'action corrective	2 mois
13	Désenfumage	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 5 de l'annexe II	Demande d'action corrective	2 mois
15	Dispositifs de protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18 à 21	Demande d'action corrective	

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Suite VI 04/04/2019	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 13 de l'annexe II	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	(NC1) : télésurveillance local sprinklage		
2	Suite VI 04/04/2019 (NC2) : exercice d'évacuation	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 14 de l'annexe II	Sans objet
3	Suites VI 04/04/2019 (NC3) : registre déchets	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	Sans objet
5	Respect de la quantité maximale de déchets autorisée	Arrêté Préfectoral du 05/07/2006, article 5.1.2	Sans objet
6	Accès et circulation dans l'établissement	Arrêté Préfectoral du 05/07/2006, article 7.3.1	Sans objet
7	Gardiennage et contrôle des accès	Arrêté Préfectoral du 05/07/2006, article 7.3.1.1	Sans objet
8	Etat des matières stockées	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 de l'annexe II	Sans objet
14	Entretien et vérification des installations électriques	Arrêté Préfectoral du 05/07/2006, article 7.3.3	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suite VI 04/04/2019 (NC1) : télésurveillance local sprinklage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 13 de l'annexe II
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Report de la centrale d'alarme sprinklage à une télésurveillance
<b>Prescription contrôlée :</b>
[...] « En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus. L'efficacité de

cette installation est qualifiée et vérifiée par des organismes reconnus compétents dans le domaine de l'extinction automatique ; la qualification précise que l'installation est adaptée aux produits stockés, y compris en cas de liquides et solides liquéfiés combustibles et à leurs conditions de stockage. » [...]

#### **Constats :**

##### Constats suite à la précédente visite d'inspection du 04/04/2019 (NC1) :

L'inspection du site du 04 avril 2019 a permis de constater la présence dans les cellules de stockage d'un système d'extinction automatique d'incendie par sprinklage.

La conformité du système d'extinction automatique d'incendie à la règle R1 de l'APSAD est vérifiée semestriellement par la société ENGIE AXIMA. La dernière vérification a été effectuée du 18 au 20 mars 2019. Le compte-rendu de la dernière vérification semestrielle Q1 du système d'extinction automatique d'incendie présenté indique qu'au terme de la vérification du système, celui-ci a été laissé en ordre de marche. Le compte-rendu Q1 mentionne un point de non-conformité à la règle R1 de l'APSAD relatif à la télésurveillance du local à sprinklage qui ne fonctionne pas. Cette non-conformité avait déjà été soulevée lors du contrôle effectué du 08 au 10 octobre 2018. L'exploitant a précisé avoir rencontré la société ENGIE AXIMA afin de résoudre cette non-conformité récurrente qui a nécessité des investigations poussées dont une toujours en cours entre ENGIE AXIMA et le prestataire de contrôle des accès (report d'alarme).

--> Demande 6 : L'exploitant tiendra informée l'inspection des installations classées sur l'avancement de la mise en conformité de la télésurveillance du local à sprinklage.

L'inspection constate que les points d'amélioration indiqués dans le compte-rendu Q1 (remplacement des batteries de la centrale d'alarme et remplacement des batteries de démarrage des 2 motopompes tous les 3 ans) ont fait l'objet d'un devis et d'une intervention planifiée le 09 avril 2019.

Le local à sprinklage a été inspecté. Ce local est sous alarme. Un test de détection d'ouverture a été réalisé. Le report de l'alarme est réalisé visuellement au niveau du poste de garde et le gardien doit contacter l'exploitant pour lui signaler le déclenchement de l'alarme.

Lors du test pendant toute la durée d'inspection du local à sprinklage, aucun contact téléphonique n'a été établi entre le gardien et l'exploitant. Le test s'est révélé non concluant.

--> Non-conformité 1 : L'exploitant n'a pas été prévenu par le poste de garde de l'ouverture du local à sprinklage pourtant sous alarme.

##### Réponse de l'exploitant du 20/06/2019 :

Le report d'alarme d'ouverture du local sprinklers a été contrôlé, tant en report local au poste de garde qu'en télésurveillance (Vous trouverez en annexe 1 les éléments justificatifs).

##### Constats suite à la visite d'inspection du 17/12/2025 :

Suite à la visite d'inspection du 04/04/2019, l'exploitant a transmis les éléments permettant de lever la non-conformité 1.

Lors de la visite d'inspection du 17/12/2025, l'inspection a consulté le rapport relatif à la dernière vérification semestrielle de l'installation de sprinklage effectuée le 30/04/2025 par UXELLO. L'une des observations listées mentionne précise : « Bureaux/local sources - Central d'alarme sprinkler : Les alarmes ne sont pas reportées à une télésurveillance, de plus le report d'alarmes dans les bureaux ne fonctionne plus [...] ». L'exploitant précise que ce point avait été traité mais le problème vient de réapparaître lors de cette dernière vérification. Ce constat est traité dans le point de contrôle n°11 ci-après relatif aux moyens de détection et lutte incendie.

**Conclusion :** La non-conformité NC1 libellée suite à la visite d'inspection du 04/04/2019 est levée.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 2 :** Suite VI 04/04/2019 (NC2) : exercice d'évacuation

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 14 de l'annexe II

**Thème(s) :** Risques accidentels, Evacuation du personnel

**Prescription contrôlée :**

Conformément aux dispositions du code du travail, les parties de l'entrepôt dans lesquelles il peut y avoir présence de personnel comportent des dégagements permettant une évacuation rapide.

En outre, le nombre minimal de ces dégagements permet que tout point de l'entrepôt ne soit pas distant de plus de 75 mètres effectifs (parcours d'une personne dans les allées) d'un espace protégé, et 25 mètres dans les parties de l'entrepôt formant cul-de-sac.

Deux issues au moins, vers l'extérieur de l'entrepôt ou sur un espace protégé, dans deux directions opposées, sont prévues dans chaque cellule de stockage d'une surface supérieure à 1 000 m<sup>2</sup>. En présence de personnel, ces issues ne sont pas verrouillées et sont facilement manœuvrables.

Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt, l'exploitant organise un exercice d'évacuation. Il est renouvelé au moins tous les six mois sans préjudice des autres réglementations applicables.

**Constats :**

Constats suite à la visite d'inspection du 04/04/2019 (NC2) :

La visite d'inspection du 04 avril 2019 a permis de constater la présence de quatre issues de secours vers l'extérieur de l'entrepôt dans chacune des cellules inspectées (issues de secours en façade). Aucun obstacle ou encombrement ne gênait leur accès. Les dégagements des issues de secours à l'extérieur de l'entrepôt n'étaient pas encombrées.

Ces issues de secours sont sous alarme et sont facilement manœuvrables.

Un collier de serrage en plastique (serre-flex) est disposé au niveau de chacune des issues de secours donnant sur l'extérieur de l'entrepôt.

→ Demande 7 : L'exploitant justifie à l'inspection des installations classées que les colliers de serrage disposés sur les issues de secours ne mettent pas en difficultés le personnel qui doit évacuer rapidement (absence de verrouillage).

L'exploitant a présenté le compte-rendu du dernier exercice d'évacuation qui s'est déroulé le 22 octobre 2018. 87 personnes ont été évacuées de façon satisfaisante. Seul le personnel de la société ENGIE AXIMA n'a pas été évacué.

L'exploitant a indiqué rencontrer prochainement le responsable de l'agence ENGIE AXIMA et aborder avec lui ce non-respect des consignes.

→ NC2 = L'ensemble des personnes présentes sur le site le 22 octobre 2018 n'a pas été évacué lors de l'exercice d'évacuation. Les personnes de la société ENGIE AXIMA n'ont pas respecté les consignes de la société CONFORAMA.

Réponse de l'exploitant du 20/06/2019 :

Les consignes afférant aux éléments d'évacuation des personnes extérieures au site sont sous contrôle. Vous trouverez en annexe 1 la copie des éléments de consignes prévues dans le livret d'accueil du site, relayées sur les plans de prévention pour les entreprises intervenantes. Il est à noter que lors de sa ronde serre file, le gardien a repéré ces deux agents et les a fait évacuer.

Constats suite à la visite d'inspection du 17/12/2025 :

L'exploitant a présenté les rapports relatifs aux 2 derniers exercices d'évacuation semestriels organisés par la société KUEHNE+NAGEL les 18/04/2025 et 23/10/2025. Les 2 comptes-rendus précisent notamment que " les collaborateurs, les clients et les prestataires sont tous sortis ".  
→ La non-conformité NC2 est donc levée.

Par ailleurs, l'inspection a vérifié, par sondage dans les cellules n°1 et 2, le respect du nombre minimal d'issues de secours et leur localisation : dans chacune des cellules n°1 et 2, l'inspection a constaté la présence d'au moins une issue de secours sur la façade Sud et la présence d'au moins une issue de secours sur la façade Nord.

**Conclusion : La non-conformité NC2 libellée suite à la visite d'inspection du 04/04/2019 est levée.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 3 : Suites VI 04/04/2019 (NC3) : registre déchets**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2

**Thème(s) :** Risques accidentels, Registre des déchets sortants

**Prescription contrôlée :**

Article 2 de l'arrêté ministériel du 31/05/2021 :

Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes :

a) Concernant la date de sortie de l'installation :

- la date de l'expédition du déchet ;

b) Concernant la dénomination, nature et quantité :

- la dénomination usuelle du déchet ;

- le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;

- s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;

- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;

- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ;

- la quantité de déchet sortant en tonne ou en m3 ;

c) Concernant l'origine du déchet :

- l'adresse de l'établissement ;

- l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ;

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;

d) Concernant la gestion et le transport du déchet :

- la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur

définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;

- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;

e) Concernant la destination du déchet :

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ;

- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;

- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ;

- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;

- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.

Article 5.1.5 de l'arrêté préfectoral du 05/07/2006 :

[...] l'exploitant tient à jour un registre chronologique de la production, de l'expédition et du traitement des déchets dangereux.

## **Constats :**

Constats suite à la précédente visite d'inspection du 04/04/2019 (NC3) :

L'article 5.1.5 de l'arrêté préfectoral du 05 juillet 2006 prescrit la tenue d'un registre chronologique de la production des déchets. Ce registre doit être conforme à l'article 2 de l'arrêté du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement.

L'inspection des installations classées a souhaité contrôler par sondage le respect des prescriptions de l'article R. 541-43 du code de l'environnement, de l'article 2 de l'arrêté ministériel modifié du 29 février 2012 sur le registre des déchets sortants et a constaté que l'exploitant ne dispose pas du registre des déchets sortants réglementaire. L'exploitant a indiqué disposer d'un accès extranet vers le site de son prestataire (VEOLIA) et a présenté un extrait des informations disponibles. L'inspection des installations classées a constaté que ces informations étaient incomplètes tant sur les éléments prescrits par l'arrêté du 29 février 2012 (absence des informations sur le transporteur, absence du code déchets, ...) que sur les déchets produits indiqués (absence des eaux hydrocarbonées produites lors du nettoyage des séparateurs d'hydrocarbures du site (130507\*) et prises en charge par la société SOA (41)).

*Non-conformité 3 : Absence de tenue de registre des déchets sortants pour 2019.* Par courrier électronique du 09 avril 2019 à l'inspection des installations classées, l'exploitant a communiqué les registres des déchets sortants pour l'année 2018 et l'année 2019. L'analyse des documents communiqués pour l'année 2018 et l'année 2019 permet de vérifier que l'ensemble des informations prescrites à l'article 2 de l'arrêté du 29 février 2012 sont présentes. L'ensemble des déchets produits et pris en charge par la société VEOLIA (SOCCOIM et SOA) en 2018 et 2019 est précisé mais pas les déchets de bois produits par l'entrepôt et remis à la société BURBAN PALETTES. Les registres fournis sont incomplets sur ce point.

La non-conformité est relibellée comme suit :

→ NC3 = Le registre des déchets est incomplet : sont notamment absents les déchets de bois remis à la société BURBAN PALETTES.



Réponse de l'exploitant du 20/06/2019 :

Vous trouverez en annexes 2 et 3 les éléments de traçabilité des enlèvements palettes réalisés ces derniers mois par Burban palettes. A date, le libellé de l'entreprise génératrice reste LMDV car le contrat initial a été instauré à l'époque où le site était exploité par LMDV.

Nous allons procéder avec Idl à une actualisation du porteur du contrat et prévoir l'intégration de la traçabilité des enlèvements de palettes dans notre registre des déchets.

Constats suite à la visite d'inspection du 17/12/2025 :

L'inspection a consulté le registre chronologique des déchets sortants concernant l'année 2025 géré par le locataire KUEHNE+NAGEL ; il comporte notamment les informations suivantes :

- type du déchet (dénomination)
- code du déchet
- quantité (en tonnes)
- daté d'enlèvement
- N°BSD/BSDD (la colonne n'est complétée car le registre ne comporte pas de déchets dangereux)
- N°BE
- coordonnées du producteur de déchets : nom entité juridique + nom du site, adresse, N°SIRET
- la raison sociale, le n° SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet (ici le seul transporteur est BARBAT RECYCLAGE SAS), ainsi que leur numéro de récépissé de transport
- la raison sociale, le n° SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié (ici la seule installation de traitement est MAURICE / TRI SELECT'ENVIRONNEMENT)
- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié et la qualification du traitement final (ici le seul code de traitement est R13 = "Stockage de matériaux en vue de les soumettre à l'une des opérations de la présente liste")

Les déchets produits et évacués du site en 2025 sont des cartons/plastiques et des DIB (déchets industriels banals), pour une quantité totale de 21,32 tonnes.

Le registre ne liste pas les palettes de bois. Sur ce sujet, la société KUEHNE+NAGEL explique que l'enlèvement des palettes est géré directement par son client TRUFFAUT avec la société BURBAN PALETTES. Pour justifier de la traçabilité de la gestion des palettes, la société KUEHNE+NAGEL a présenté pour exemple un bon d'enlèvement daté du 16/12/2025 justifiant l'enlèvement de palettes par la société BURBAN PALETTES.

**Conclusion : Pas d'écart constaté. La non-conformité NC3 libellée suite à la visite d'inspection du 04/04/2019 est levée.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 4 : Dispositif de confinement des eaux polluées ou d'extinction d'incendie**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 05/07/2006, article 4.2.4.1, 7.7.6.1 et 7.7.6.2

**Thème(s) :** Risques accidentels, Isolement avec les milieux

**Prescription contrôlée :**

Article 4.2.4.1. Isolement avec les milieux

Un système doit permettre l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien

préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

#### Article 7.7.6.1. Bassins de confinement des eaux d'incendie

Les eaux d'extinction d'incendie sont collectées sur le site directement dans la zone des quais formant rétention à hauteur de 1081 m<sup>3</sup> avec une hauteur maximale de l'eau retenue au point le plus bas de 20 cm. Deux bassins viennent compléter la rétention des eaux d'incendie, un bassin à l'Est du site de 655 m<sup>3</sup> pour la zone 1 (voiries au droit des cellules 1 et 2) et un bassin à l'Ouest du site de 701 m<sup>3</sup> pour la zone 2 (voiries au droit des cellules 3 à 9).

La vidange des eaux incendie suivra les principes imposés par l'Article 4.3.8. traitant des eaux pluviales susceptibles d'être polluées.

#### Article 7.7.6.2. Bassins de rétention des eaux pluviales de voiries

Zone 1. Les eaux pluviales sont dirigées vers le bassin de rétention commun du Parc A10 à l'Est du site après passage dans un séparateur hydrocarbure (n°1) de débit 39l/s. En cas d'incendie, une vanne (n°1) ferme le réseau et aiguille les eaux "incendie" vers le bassin de rétention incendie à l'Est du site de 655 m<sup>3</sup>.

Zone 2. Les eaux sont dirigées vers un bassin de rétention commun du Parc A10 à l'Ouest du site après passage dans un séparateur hydrocarbure (n°2) de débit 80l/s et après avoir transité dans le bassin de rétention incendie de 701 m<sup>3</sup> à l'Ouest du site. Une vanne de barrage (n°2) située entre le bassin de rétention "incendie" et le bassin de rétention "eaux pluviales" permet de stocker les eaux souillées incendie en cas de sinistre.

#### Article 7.7.6.3. Vannes d'isolement

Les deux vannes d'isolement (n°1 et n°2) sont identifiées à l'aide de pictogrammes et doivent être manœuvrable en toutes circonstances.

La fermeture des vannes est motorisée et automatique avec report de déclenchement dans le poste de garde. Les vannes peuvent être également commandées manuellement en local. La mise en œuvre des vannes fait l'objet de consignes écrites.

#### **Constats :**

L'inspection a fait les constats suivants :

- un bassin de confinement est présent à l'extrémité Sud-Ouest du site (zone 2). Il était visuellement en bon état et le niveau d'eau présent était en dessous de la canalisation d'alimentation, ce qui est le niveau maximal pour déclencher sa vidange. Selon les mesures effectuées sur le site [geoportail.gouv.fr](http://geoportail.gouv.fr), le bassin a une surface de près de 700 m<sup>2</sup> ; compte tenu de la hauteur disponible d'au moins 1 mètre, l'inspection considère que le volume disponible était cohérent avec le volume prescrit de 701 m<sup>3</sup>.
- un bassin de confinement est présent à l'extrémité Nord-Est du site (zone 1). Il était visuellement en bon état et le niveau d'eau présent était en dessous de la canalisation d'alimentation, ce qui est le niveau maximal pour déclencher sa vidange. Selon les mesures effectuées sur le site

geoportail.gouv.fr, le bassin a une surface de plus de 300 m<sup>2</sup> ; compte tenu de la hauteur disponible d'environ 2 mètres, l'inspection considère que le volume disponible était cohérent avec le volume prescrit de 655 m<sup>3</sup>.

- chacun des 2 bassins est équipé d'une vanne d'isolement, toutefois aucune des 2 vannes n'est identifiée à l'aide d'un pictogramme. L'inspection a demandé à l'exploitant à procéder à la fermeture de la vanne d'isolement n°1 relative au bassin Est : le boîtier de commande local de la vanne n'était pas alimenté en électricité et l'exploitant ne savait pas lequel des 3 regards ouvrir. L'exploitant doit remédier au problème d'alimentation électrique de la vanne et mettre en place un affichage localisant le regard à ouvrir en cas de déclenchement manuel et définissant le sens dans lequel tourner le volant pour fermer la vanne.

Par ailleurs, l'exploitant a précisé que les 2 bassins de confinement avaient fait l'objet d'un nettoyage au cours de l'été dernier, et a présenté le rapport d'intervention de la société SARP SOA qui mentionne que les 2 bassins ont fait l'objet d'un pompage et nettoyage du 24 juin au 4 juillet 2025 (avec photos à l'appui).

**Conclusion :**

**1) Les 2 vannes d'isolement (n°1 et n°2) ne sont pas identifiées à l'aide de pictogrammes. Pour chaque vanne, un affichage local doit permettre de repérer la vanne et sa fonction, de localiser le regard à ouvrir en cas de déclenchement manuel et de définir le sens dans lequel tourner le volant pour fermer la vanne.**

**2) La vanne d'isolement n°1 relative au bassin Est n'est pas alimentée en électricité.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 5 : Respect de la quantité maximale de déchets autorisée**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 05/07/2006, article 5.1.2

**Thème(s) :** Risques accidentels, Stockage temporaire des déchets

**Prescription contrôlée :**

Les déchets et résidus produits, entreposés dans l'établissement avant leur traitement ou leur élimination, doivent l'être dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement. En particulier, les aires de transit de déchets susceptibles de contenir des substances dangereuses sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.

L'élimination des déchets entreposés doit être faite régulièrement et aussi souvent que nécessaire, de façon à limiter l'importance et la durée des stockages temporaires. La quantité de déchets stockés sur le site ne doit pas dépasser la quantité mensuelle produite ou la quantité d'un

lot normal d'expédition vers l'installation d'élimination. En tout état de cause, le stockage temporaire ne dépassera pas un an.

Type de déchets	Quantité maximale de déchets stockés sur le site
DIB en mélange	35 m <sup>3</sup> de DIB par zone soit 70 m <sup>3</sup> au total
Palettes de bois cassées	35 m <sup>3</sup> de palettes de bois cassées par zone soit 70 m <sup>3</sup> au total
Déchets banals non valorisables	Benne de 750 litres
Batteries	50 unités
Huiles hydrauliques	1 fût de 200 litres

**Constats :**

L'inspection a constaté sur site la présence d'un compacteur sprinklé pour les cartons/plastiques et un compacteur sprinklé pour les DIB (déchets industriels banals). La quantité maximale de déchets autorisée est respectée.

**Conclusion : Pas d'écart constaté.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 6 : Accès et circulation dans l'établissement**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 05/07/2006, article 7.3.1

**Thème(s) :** Risques accidentels, Accès et circulation dans l'établissement

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Les règles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.

Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Ces voies sont aménagées pour que les engins des services d'incendie puissent évoluer sans difficulté.

L'établissement est accessible en tout point par les services d'intervention par une voie

<p>périphérique de desserte maintenue libre à la circulation et de largeur minimale de 4 mètres. La voie périphérique est élargie au droit des murs coupe-feu de séparation entre les cellules par des aires de 10 m x 4m, afin de permettre la mise en station des échelles aériennes. Ces élargissements sont aménagés du côté du bâtiment et la distance séparant la voirie de la façade est de 14 mètres maximum pour permettre une utilisation efficace des échelles aériennes. Les 4 façades sont accessibles aux engins de secours. [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection a constaté sur site qu'une voie périphérique était présente tout autour de l'entrepôt, et qu'elle était dégagée et maintenue libre à la circulation pour les véhicules de secours en cas de besoin.</p> <p><b>Conclusion :</b> Pas d'écart constaté.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 7 : Gardiennage et contrôle des accès**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/07/2006, article 7.3.1.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Gardiennage et contrôle des accès</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Toute personne étrangère à l'établissement ne doit pas avoir libre accès aux installations. L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès, ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes dans l'établissement.</p> <p>Un gardiennage est assuré en permanence. L'exploitant établit une consigne sur la nature et la fréquence des contrôles à effectuer.</p> <p>Le responsable de l'établissement prend toutes dispositions pour que lui-même ou une personne déléguée techniquement compétente en matière de sécurité puisse être alerté et intervienne rapidement sur les lieux en cas de besoin y compris durant les périodes de gardiennage.</p> <p>L'établissement est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie par une clôture.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection a vérifié les portions de clôture situées au Nord, au Sud-Ouest et au Nord-Est du site : la clôture était en bon état (l'inspection n'a pas vérifié la clôture située sur la face arrière de l'entrepôt, côté Sud-Est).</p> <p><b>Conclusion :</b> Pas d'écart constaté.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 8 : Etat des matières stockées**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 de l'annexe II</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Inventaire des substances ou préparations dangereuses présentes</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><u>Point 1.4 de l'annexe II de l'AM du 11/04/2017</u></p> <p>I. Dispositions applicables aux installations à enregistrement et autorisation :</p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non</p>

dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.

Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :

1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.

Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.

Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.

Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ;

2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.

L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.

Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne.

Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.

L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.

L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent, ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition, dans les mêmes conditions que l'état des matières stockées. Ces dispositions sont applicables à compter du 1er janvier 2022. [...]

Article 7.2.1 de l'AP du 05/07/2006

L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances et préparations dangereuses présentes dans les installations, en particulier les fiches de données de sécurité prévues par l'article R231-53 du code du travail.

L'inventaire et l'état des stocks des substances ou préparations dangereuses présentes dans l'établissement (nature, état physique et quantité, emplacements) en tenant compte des phrases de risques codifiées par la réglementation en vigueur est constamment tenu à jour.

Cet inventaire est tenu à la disposition permanente des services de secours.

#### **Constats :**

La société KUEHNE+NAGEL déclare que l'état des stocks informatique est mis à jour quotidiennement.

L'inspection a consulté l'état des stocks mis à jour le 16/12/2025 ; il se présente sous 4 formes différentes :

1) une version de l'état des stocks classés par rubrique ICPE dans chaque cellule de stockage (sous forme de tableau ou sur plan du site).  
 2) une version de l'état des stocks classés par des désignations vulgarisées.  
 3) une version de l'état des stocks classés par grandes familles de danger : dangé pour la santé, dangé physique, danger pour l'environnement.  
 4) une version de l'état des stocks classés par mentions de danger "H".  
 Le détail de l'état des stocks consulté est présenté en annexe confidentielle.  
 L'inspection conclut que l'état des stocks répond aux exigences définies au point 1.4 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11/04/2017.  
**Conclusion : Pas d'écart constaté.**

**Type de suites proposées** : Sans suite

#### N° 9 : Organisation du stockage

**Référence réglementaire** : Arrêté Préfectoral du 05/07/2006, article 8.1.3.2

**Thème(s)** : Risques accidentels, Organisation du stockage

**Prescription contrôlée** :

Les différents types de stockages sur la plate forme sont récapitulés dans le tableau suivant :

Zone/Surface	Type de stockage
Cellule 1 de 5996 m <sup>2</sup>	Stockage sur racks Hauteur maximale : 10.5 m
Cellule 2 de 5996 m <sup>2</sup>	Stockage sur racks Hauteur maximale : 10.5 m
Cellule 3 de 5996 m <sup>2</sup>	Stockage en masse Hauteur maximale : 7 m
Stockage sur racks Hauteur maximale : 10.5 m	
Cellule 4 de 5996 m <sup>2</sup>	Stockage en masse Hauteur maximale : 7 m
Stockage sur racks Hauteur maximale : 10.5 m	

Cellule 5 de 5996 m <sup>2</sup>	Stockage en masse Hauteur maximale : 7 m
Stockage en masse Hauteur maximale : 7 m	
Cellule 6 de 5996 m <sup>2</sup>	Stockage en masse Hauteur maximale : 7 m
Cellule 7 de 5797 m <sup>2</sup>	Stockage en masse Hauteur maximale : 7 m
Stockage sur racks Hauteur maximale : 10.5 m	
Cellule 8 de 5996 m <sup>2</sup>	Stockage sur racks Hauteur maximale : 10.5 m
Cellule 9 de 5996 m <sup>2</sup>	Stockage sur racks Hauteur maximale : 10.5 m

Les stockages autorisés sur la plate forme comprennent les produits suivants :

- Le linge de maison : serviettes, couettes, housses, oreillers..
- Les accessoires : sacs aspirateur
- Ménager : ustensiles de cuisine, service de table (verres, couverts..), ménagères...
- Électroménager : réfrigérateurs, congélateurs, micro-onde, machines à laver, tables de cuisson...
- Meubles pour toute la maison : armoires, tables, chaises, bureaux, placards, buffets...
- Mobilier de salon : canapés, chauffeuses, banquettes, fauteuils...
- Literie : matelas, sommiers, cadres lattes...
- Décor : tapis, lustres, appliques, lampes...
- Electronique : téléviseurs, lecteurs DVD, home cinéma, caméscopes, Hi Fi...
- Optique : télescopes
- Plein air : mobiliers de jardin
- Sports : vélos d'appartement, bancs de musculation...
- Jardinage et bricolage : abris de jardin, outillages de jardin, outils de bricolage...
- Articles de luxe : bagues, gourmettes, bracelets, colliers...



Le stockage des produits suivants est interdit :

- Produits inflammables
- Produits toxiques et très toxiques
- Produits comburants
- Produits explosifs.

Les matières conditionnées en masse (sac, palette, etc.) forment des îlots limités de la façon suivante :

1°) surface maximale des îlots au sol : 500 m<sup>2</sup> ;

2°) hauteur maximale de stockage : 8 mètres maximum ;

3°) distance entre deux îlots : 2 mètres minimum ;

4°) une distance minimale de 1 mètre est maintenue entre le sommet des îlots et la base de la toiture ou le plafond ou de tout système de chauffage ; cette distance doit respecter la distance minimale nécessaire au bon fonctionnement du système d'extinction automatique d'incendie, lorsqu'il existe.

Les matières stockées en rayonnage ou en palettier, respectent la disposition n°4.

Les matières stockées en vrac sont séparées des autres matières par un espace minimum de 3 mètres sur le ou les

côtés ouverts. Une distance minimale de 1 mètre est respectée par rapport aux parois, aux éléments de structure et à la base de la toiture ou du plafond ou de tout système de chauffage.

#### **Constats :**

- Organisation du stockage

Par sondage, l'inspection a vérifié le respect des règles d'organisation du stockage dans les cellules n°1 et 2.

La cellule n°1 comportait du stockage en masse. La hauteur maximale de stockage était inférieure à 8 mètres, la distance entre deux îlots était d'au moins 2 mètres, une distance d'au moins 1 mètre était présente entre le sommet des produits stockés et la base de la toiture.

La cellule n°2 comportait du stockage sur racks ; une distance d'au moins 1 mètre était présente entre le sommet des produits stockés et la base de la toiture.

- Typologie des produits stockés

L'état des stocks consulté par mentions de danger "H" (cf. point de contrôle précédent) montre que sont notamment stockés :

- des produits inflammables : 0,228 tonnes de produits de mention de danger H223 (aérosol inflammable)

- des produits toxiques : 6,029 tonnes de produits de mention de danger H400 (très toxique pour les organismes aquatiques)

- et des produits très toxiques : 0,008 tonne de produits de mention de danger H410 (très toxique pour les organismes aquatiques, entraîne des effets néfastes à long terme).

L'état des stocks par rubrique ICPE liste également des produits toxiques :

- rubrique ICPE 4510 : 4,663 tonnes

- rubrique ICPE 4511 : 1,358 tonnes

L'inspection constate le non-respect de l'article 8.1.3.2 de l'arrêté préfectoral du 05/07/2006 qui interdit le stockage des produits inflammables, des produits toxiques et très toxiques. Sur ce

point, l'exploitant a déclaré qu'il prévoyait de transmettre un porter-à-connaissance au Préfet l'informant du stockage de produits classés dans les rubriques ICPE n°4510, 4511 et 4801 (charbon de bois), tout en restant en dessous des seuils de classement.

**Conclusion : Des produits inflammables, ainsi que des produits toxiques et très toxiques sont présents sur le site alors que leur stockage est interdit.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 10 : Comportement au feu des locaux : portes coupe-feu**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 05/07/2006, article 7.3.2.1

**Thème(s) :** Risques accidentels, Portes coupe-feu

**Prescription contrôlée :**

[...] Chaque cellule est équipée de portes automatiques REI 120 (coupe feu 2 heures) maintenues par ventouse et asservie à l'alarme incendie. Une sortie de secours est prévue dans chaque cellule afin que le personnel éventuellement présent puisse sortir. [...]

**Constats :**

L'inspection a consulté le rapport relatif à la dernière vérification annuelle des portes coupe-feu effectuée le 29/08/2025 par la société JPS Sécurité. Le rapport liste 21 portes coupe-feu et relève les 5 anomalies suivantes concernant les portes CF n°4, 6 et 11 :

- 1) PCF N°11 : Déclenchement du DAS non satisfaisant --> Prévoir une intervention corrective pour dépanner le DAS (système électromagnétique, moteur, etc).
- 2) PCF N°4 : Temps de fermeture trop long --> Prévoir une intervention corrective pour identifier le dysfonctionnement (pente pas assez forte, non déclenché, etc).
- 3) PCF N°6 : Intégrité (état global) de la porte non satisfaisante --> Prévoir une intervention pour la réparation de la porte (son remplacement pourrait être nécessaire).
- 4) PCF N°4 : Vitesse de fermeture trop rapide --> Prévoir une intervention corrective pour identifier le dysfonctionnement (pente pas assez forte, non déclenché, etc).
- 5) PCF N°4 : Essai de fermeture après arrêt sur obstacle non satisfaisant --> Prévoir une intervention corrective pour identifier le dysfonctionnement.

L'exploitant a précisé que les travaux correctifs sont prévus pendant la 2ème semaine de janvier 2026.

**Conclusion : Le rapport relatif à vérification annuelle des portes coupe-feu effectuée le 29/08/2025 identifie des anomalies non traitées le jour de la visite d'inspection.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 11 : Moyens de détection et lutte incendie**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 05/07/2006, article 7.7.1, 7.7.2 et 7.7.3

**Thème(s) :** Risques accidentels, Ressources en eau et mousse

**Prescription contrôlée :**

Article 7.7.3 Ressources en eau et mousse

Le potentiel hydraulique nécessaire à l'extinction d'un incendie est de 600 m<sup>3</sup> pour une durée de 2 heures.

Outre le poteau incendie implanté dans le domaine public à moins de 200 mètres de la première cellule, rue Copernic, avec un débit de 120 m<sup>3</sup>/h, l'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :

- Douze poteaux d'incendie disposés régulièrement (150 m entre eux, réseau bouclé) à l'intérieur du site délivrant chacun 60 m<sup>3</sup>/h. Ces hydrants doivent répondre aux caractéristiques suivantes :
  - Etre conforme à la norme Française NFS 61-213
  - Etre piqués directement sur une canalisation d'un diamètre d'au moins 100 mm et offrir un débit de 1000 l/mn minimum (simultanément) sous une pression dynamique de 1 bar
  - Se trouver en bordure d'une voie carrossable ou tout au plus à 5 mètres de celle ci, l'orifice de 100 mm orienté face à l'axe de la voie de circulation
  - Respecter les règles d'installations, conformément à la norme Française NFS 62-200.
- Une réserve d'eau constituée au minimum de 360 m<sup>3</sup> en toutes circonstances à l'intérieur du site et opérationnelle dès la mise en service de la plate forme à la fin de la première phase de construction. Cette réserve doit être maintenue accessible en permanence aux engins-pompes des sapeurs pompiers et être utilisable en toutes circonstances. Son usage est strictement réservé aux sinistres et aux exercices incendie. La réserve doit répondre aux caractéristiques suivantes :
  - Aménagement de 2 demi-raccords AR de DN 100 mm (compatibles avec les raccords des sapeurs pompiers), situés à environ 0.60 m du sol et disposés de manière à alimenter 2 engins distincts du côté du site

- Aménagement au droit de chacun des demi-raccords d'aspiration une aire de stationnement d'une largeur de 4 mètres et d'une longueur de 8 mètres.
- Accès à la réserve côté entrepôt de largeur minimale de 8 mètres

- Des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets;
- Des robinets d'incendie armés;
- D'un système d'extinction automatique d'incendie de type sprinkler. Une réserve d'eau constituée de deux cuves extérieures de 500 m<sup>3</sup> chacune (une en secours) est associée au sprinkler. Les réserves du sprinkler sont dotées de demi- raccord de 100 mm compatible avec les matériels des services de secours. Le local technique du sprinkler est REI 120 et abrite 2 motopompes de 480 m<sup>3</sup>/h et une pompe électrique. Une réserve de 500 l de fioul est associée aux motopompes pour garantir l'autonomie de l'installation.

Les canalisations constituant le réseau d'incendie sont calculées pour obtenir les débits et pressions nécessaires en n'importe quel emplacement.

Le réseau est maillé et comporte des vannes de barrage en nombre suffisant pour que toute section affectée par une rupture, lors d'un sinistre par exemple, soit isolée.

#### Article 7.7.1 Définition générale des moyens

[...] L'établissement est doté d'une extinction automatique d'incendie de type sprinkler qui fait office de détection d'incendie. Le report d'alarme est effectif au poste de garde. Le réseau sprinkler est de type ESFR en nappe sous toiture dans les cellules de stockage, et de type conventionnel dans les locaux techniques et bureaux. [...]

#### Article 7.7.2 Entretien des moyens d'intervention

Les équipements d'intervention sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.

L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.

Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

### **Constats :**

L'inspection a vérifié le bon entretien des moyens d'intervention suivants :

- Poteaux incendie (PI)

La dernière vérification annuelle des 12 poteaux incendie du site a été effectuée le 25/11/2025 par la société UXELLO. Le rapport liste les observations suivantes :

- les 12 poteaux incendie sont tous dans un état conforme et délivrent chacun un débit supérieur à 60 m<sup>3</sup>/h sous 1 bar.

- concernant tous les poteaux incendie sauf le PI n°11 : " la pression à 1 bar à l'exception du PI N°11 n'atteint pas 120 m<sup>3</sup>/h. La pression / débit est insuffisant. L'installation est déclarée en risque potentiel d'échec. " (le rapport précise que les essais ont été réalisés selon la référence qu'un débit requis pour un DN150 est 120 m<sup>3</sup>/h).

- concernant le PI n°6 : " La vidange automatique du poteau N° 6 ne fonctionne pas, il reste rempli d'eau. A réparer (attention en période de gel, il y a un risque de destruction du poteau). "

L'exploitant n'a pas été en mesure de préciser si une action corrective est planifiée concernant le poteau incendie n°6. Par ailleurs, l'inspection recommande d'effectuer des mesures de débit en simultané afin de vérifier si le débit délivré est d'au moins 60 m<sup>3</sup>/h lorsque l'on utilise 2 poteaux incendie en même temps.

- Réserve incendie 360 m<sup>3</sup>

L'inspection a constaté sur site que la réserve d'eau incendie de 360 m<sup>3</sup> est visuellement en bon état mais elle n'est pas pleinement remplie (elle contenait de l'eau sur environ un tiers de sa hauteur). L'exploitant a expliqué que son remplissage doit normalement se déclencher automatiquement jusqu'à atteindre le niveau haut maximal du flotteur mis en place. Le bassin doit être rempli sans délai et une action corrective doit être menée pour assurer le maintien de son remplissage. Par ailleurs, un affichage précisant le volume de la réserve incendie serait utile en cas d'urgence.

Enfin, l'exploitant a précisé que le bassin avait été nettoyé l'été dernier et a présenté le rapport d'intervention de la société SARP SOA qui justifie le pompage et nettoyage du bassin ainsi que le contrôle de la vanne de remplissage, effectués les 2 et 3 juillet 2025 (avec photos à l'appui).

- Extincteurs

L'exploitant a présenté le rapport relatif à la dernière vérification annuelle des extincteurs effectuée en 2025 par la société Lutincendie : le rapport liste 249 extincteurs et conclut qu'ils sont tous en bon état de fonctionnement. Par contre, le rapport ne précise pas la date de la vérification mais uniquement l'année ; cette information est à compléter.

- Robinetts d'incendie armés (RIA)

L'inspection a consulté le rapport relatif à la dernière vérification annuelle des RIA effectuée le 05/05/2025 par la société UXELLO. Le rapport liste les observations suivantes :

- 7 observations concernant les RIA n°1, 16, 17, 27, 53, 58, 67, 72
- des non-conformités concernant les RIA n°9, 27, 68, 81, 87 (exemple : diffuseur HS...)

L'exploitant précise qu'un devis a été établi mais il n'a pas été en mesure de préciser si les actions correctives sont planifiées.

- Sprinklage

L'exploitant a présenté les rapports relatifs aux dernières vérifications périodiques du système d'extinction automatique d'incendie (sprinkler) :

1) dernière vérification/entretien triennale le 13/06/2023 par la société AXIMA :

Le rapport précise que le démontage et nettoyage des clapets de refoulement des sources B1 et B2 et clapet pompier a été effectué, et préconise de prévoir le remplacement de la tuyauterie de la canne d'essai B1 percée.

2) vérification semestrielle le 30/04/2025 par la société UXELLO (une nouvelle vérification semestrielle a été effectuée le 21/10/2025 mais l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter le rapport) :

Le rapport liste plusieurs observations dont notamment : prévoir le remplacement des batteries

(préconisé tous les 3 ans) pour local source/groupe motopompe B1 et B2, Bureaux/local sources - Centrale d'alarmes sprinkler : Les alarmes ne sont pas reportées à une télésurveillance, de plus le report d'alarmes dans les bureaux ne fonctionne plus, etc.

L'exploitant a présenté un devis de la société VINCI et un bon de commande daté du 24/11/2025 relatif au remplacement clapet refoulement source B2. Il a également présenté un devis de la société VINCI du 04/04/2025 et un bon de commande daté du 02/12/2025 relatif au remplacement 6 batteries.

L'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre le rapport relatif à la dernière vérification semestrielle effectuée le 21/10/2025, ainsi que le plan d'actions correctives prévu.

Par ailleurs, les rapports mentionnent un volume de 440 m<sup>3</sup> d'eau pour chacune des 2 cuves associées au système de sprinklage, alors que l'arrêté préfectoral définit un volume unitaire de 500 m<sup>3</sup>. Sur site, l'inspection a constaté que les plaques des 2 réserves d'eau mentionnent un volume de 440 m<sup>3</sup> et qu'elles étaient pleines.

- Motopompes

L'exploitant a présenté à l'inspection le rapport relatif au dernier entretien annuel des groupes motopompes diesel réalisé le 25/04/2025 par la société UXELLO. Les observations sont reprises ci-dessous :

1) groupe moto-pompe source B1

Conclusion = prévoir remplacement mano rampe refroidissement (presque illisible) + prévoir remplacement tresses de pompe.

2) groupe moto-mompe source B2

Conclusion = turbo moyen, fuite gaz échappement + prévoir remplacement tresses de pompe.

L'exploitant a présenté un devis de la société VINCI FACILITIES et un bon de commande daté du 25/11/2025 relatif au remplacement des tresses de pompe. L'exploitant n'a pas été en mesure de préciser quand les travaux étaient prévus.

Sur site, l'inspection a vérifié la quantité de fioul disponible dans le local des motopompes : étaient présentes 2 réserves de fioul d'au moins 500 litres (1 réserve par motopompe) et une 3ème réserve d'environ 500 litres permettant de faire l'appoint.

Conclusion :

**1) Les derniers rapports de vérification périodique des moyens incendie suivants listent des anomalies non traitées le jour de la visite d'inspection :**

- le poteau incendie n°6

- les RIA

- le système d'extinction automatique d'incendie (+ transmettre le rapport de la vérification du 21/10/2025)

- les motopompes

**2) La réserve d'eau incendie de 360 m<sup>3</sup> n'est pas pleine. De plus, un affichage précisant le volume de la réserve incendie serait utile.**

**3) Le rapport relatif à la dernière vérification annuelle des extincteurs effectuée en 2025 par la société Lutincendie ne mentionne pas la date de la vérification.**

**4) Les 2 réserves d'eau associées au système de sprinklage ont un volume unitaire de 440 m<sup>3</sup>, inférieur au volume prescrit de 500 m<sup>3</sup>.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 12 : Détection automatique d'incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 12 de l'annexe II
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Détection automatique d'incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour les cellules, les locaux techniques et pour les bureaux à proximité des stockages. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte précoce des personnes présentes sur le site, et déclenche le compartimentage de la ou des cellules sinistrées.</p> <p>Le type de détecteur est déterminé en fonction des produits stockés. Cette détection peut être assurée par le système d'extinction automatique s'il est conçu pour cela, à l'exclusion du cas des cellules comportant au moins une mezzanine, pour lesquelles un système de détection dédié et adapté doit être prévu.</p> <p>Dans tous les cas, l'exploitant s'assure que le système permet une détection de tout départ d'incendie tenant compte de la nature des produits stockés et du mode de stockage.</p> <p>Sauf pour les installations soumises à déclaration, l'exploitant inclut dans le dossier prévu au point 1.2 de la présente annexe les documents démontrant la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté le compte-rendu de la dernière maintenance préventive semestrielle de la centrale de détection incendie effectuée le 16/09/2025 par la société SSI SERVICE. Le rapport liste 5 observations :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- R1 : Prévoir le remplacement du déclencheur manuel HS cellule 3 ZDM7.</li> <li>- R2 : Prévoir la refixation des deux sirènes qui ont pris un coup cellule 1.</li> <li>- R3 : Prévoir la fourniture au client de clé de réarmement pour les déclencheurs manuels FDM221 et FDM225.</li> <li>- R4 : Les PCF du compacteur cellule 2 et PCF milieu 3/4 ne se sont pas fermées. Prévoir l'intervention de l'entreprise en charge de la maintenance de celles-ci.</li> <li>- R5 : Prévoir le remplacement des batteries 2x12V 4Ah de l'A.E.S et 2x12V 17Ah du SDI car celles-ci datent de 2021.</li> </ul> <p>L'exploitant n'a pas été en mesure de préciser quand les actions correctives étaient prévues.</p> <p><b>Conclusion :</b> Le rapport relatif à la dernière maintenance préventive semestrielle de la centrale de détection incendie effectuée le 16/09/2025 identifie des anomalies non traitées le jour de la visite d'inspection.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 13 : Désenfumage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 5 de l'annexe II
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Désenfumage
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><u>Point 5 de l'annexe II de l'AM du 11/04/2017</u></p> <p>Les cellules de stockage sont divisées en cantons de désenfumage d'une superficie maximale de 1 650 mètres carrés et d'une longueur maximale de 60 mètres. Les cantons sont délimités par des écrans de cantonnement, réalisés en matériaux A2 s1 d0 (y compris leurs fixations) et stables au feu de degré un quart d'heure, ou par la configuration de la toiture et des structures du bâtiment. Les cantons de désenfumage sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés.</p> <p>Des exutoires à commande automatique et manuelle font partie des dispositifs d'évacuation des fumées. La surface utile de l'ensemble de ces exutoires n'est pas inférieure à 2 % de la superficie de chaque canton de désenfumage.</p> <p>Le déclenchement du désenfumage n'est pas asservi à la même détection que celle à laquelle est asservi le système d'extinction automatique. Les dispositifs d'ouverture automatique des exutoires sont réglés de telle façon que l'ouverture des organes de désenfumage ne puisse se produire avant le déclenchement de l'extinction automatique.</p> <p>Il faut prévoir au moins quatre exutoires pour 1 000 mètres carrés de superficie de toiture. La surface utile d'un exutoire n'est pas inférieure à 0,5 mètre carré ni supérieure à 6 mètres carrés. Les dispositifs d'évacuation ne sont pas implantés sur la toiture à moins de 7 mètres des murs coupe-feu séparant les cellules de stockage. Cette distance peut être réduite pour les cellules dont une des dimensions est inférieure à 15 m.</p> <p>La commande manuelle des exutoires est au minimum installée en deux points opposés de l'entrepôt de sorte que l'actionnement d'une commande empêche la manœuvre inverse par la ou les autres commandes. Ces commandes manuelles sont facilement accessibles aux services d'incendie et de secours depuis les issues du bâtiment ou de chacune des cellules de stockage. Elles doivent être manœuvrables en toutes circonstances.</p> <p>Des amenées d'air frais d'une superficie au moins égale à la surface utile des exutoires du plus grand canton, cellule par cellule, sont réalisées soit par des ouvrants en façade, soit par des bouches raccordées à des conduits, soit par les portes des cellules à désenfumer donnant sur l'extérieur.</p> <p>En cas d'entrepôt à plusieurs niveaux, les niveaux autres que celui sous toiture sont désenfumés par des ouvrants en façade asservis à la détection conformément à la réglementation applicable aux établissements recevant du public.</p> <p>Les dispositions de ce point ne s'appliquent pas pour un stockage couvert ouvert.</p> <p><u>Article 7.3.2.2 de l'AP du 05/07/2006</u></p> <p>La partie supérieure de l'établissement comporte à concurrence d'au moins 2% de la surface de la</p>



toiture, des éléments permettant en cas d'incendie l'évacuation des fumées et de la chaleur. Les exutoires sont pourvus d'un dispositif de déclenchement automatique sensible à la température et d'un dispositif d'ouverture à commande manuelle.

Les cellules de stockage sont divisées en cantons de désenfumage d'une superficie maximale de 1600m<sup>2</sup> et d'une longueur maximale de 60 m. Les retombées sont d'une hauteur de 2 mètres. Un plan du cantonnement sera transmis à l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

Les écrans de cantonnement sont REI 15 en matériaux A2s1d0(M0), ou sont obtenus par la configuration de la toiture et de la structure du bâtiment.

Il faut prévoir au moins quatre exutoires pour 1 000 mètres carrés de superficie de toiture. La surface utile d'un exutoire ne doit pas être inférieure à 0,5 mètre carré ni supérieure à 6 mètres carrés. Les dispositifs d'évacuation ne doivent pas être implantés sur la toiture à moins de 7 mètres des murs coupe-feu séparant les cellules de stockage.

Les commandes de désenfumage d'un canton devront être positionnées à proximité des issues de la cellule concernée. Le regroupement de plusieurs commandes manuelles à proximité d'une issue devra être clairement identifié et comporter de manière lisible le canton concerné et éventuellement la zone de canton.

Les plans de zones de désenfumage doivent être affichés à proximité des commandes de désenfumage. Ces plans sont communiqués aux sapeurs-pompiers.

#### **Constats :**

L'inspection a consulté le rapport relatif à la dernière vérification annuelle des trappes de désenfumage effectuée le 05/03/2025 par la société UXELLO. Le rapport a identifié plusieurs anomalies : 10 vérins à remplacer (cellules, recherche de fuite à prévoir (canton 9C), complément APS à prévoir 2x150g (canton 9C).

L'exploitant a présenté un devis de la société VINCI relatif à la levée des anomalies, et un bon de commande daté du 02/12/2025. Le jour de l'inspection, l'exploitant n'a pas été en mesure de préciser la date prévue pour les travaux correctifs.

**Conclusion :** Le rapport relatif à la vérification annuelle des trappes de désenfumage effectuée le 05/03/2025 identifie des anomalies non traitées le jour de la visite d'inspection.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

#### **N° 14 : Entretien et vérification des installations électriques**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 05/07/2006, article 7.3.3

**Thème(s) :** Risques accidentels, Installations électriques - mise à la terre

**Prescription contrôlée :**

Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément à la réglementation du travail et le matériel conforme aux normes européennes et françaises qui lui sont applicables.

La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art et distinctes de celle des installations de protection contre la foudre.

Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine.

Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit.

Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.

**Constats :**

L'exploitant a présenté le rapport relatif à la dernière vérification annuelle des installations électriques effectuée du 8 au 10 juillet 2025 par BUREAU VERITAS, ainsi que le certificat Q18 correspondant.

Le rapport de vérification liste 20 observations dont 14 nouvelles et 6 déjà signalées :

- 2 déjà signalées lors de la vérification du 27/07/2023 :
  - n°4 : Réaliser un nettoyage dans le local HT/BT
  - n°20 : Cellule 9 (dispositif BT) : Compléter l'identification des départs et mettre à jour le schéma. Départ C16 en bas de l'armoire non repéré.

- 4 déjà signalées lors de la vérification du 01/07/2024.

L'exploitant a présenté un devis de la société SENELEC daté du 20/10/2025 relatif à la levée des 20 non-conformités, ainsi qu'un bon de commande daté du 02/12/2025. Il a également précisé que les travaux correctifs étaient en cours le jour de la visite d'inspection et le lendemain.

Le certificat Q18 conclut que l'installation électrique ne peut pas entraîner des risques d'incendie et d'explosion, et ne liste aucune non-conformité. Il précise également qu'il s'agissait d'une vérification complète des installations électriques de l'établissement et qu'une coupure totale a été autorisée par l'exploitant.

**Conclusion :** Pas d'écart constaté ; le rapport Q18 relatif à la vérification annuelle des installations électriques effectuée en juillet 2025 ne liste aucune non-conformité et conclut que l'installation électrique ne peut pas entraîner des risques d'incendie et d'explosion.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 15 : Dispositifs de protection contre la foudre**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18 à 21

**Thème(s) :** Risques accidentels, Protection contre la foudre

**Prescription contrôlée :**

Point 15 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11/04/2017 :

L'entrepôt est équipé d'une installation de protection contre la foudre respectant les dispositions de la section III de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé.

Arrêté ministériel du 04/04/2010 modifié :

- Article 18

Une analyse du risque foudre (ARF) visant à protéger les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement est réalisée par un organisme compétent. Elle identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée.

L'analyse des risques foudre est basée sur une évaluation des risques et a pour objet d'évaluer le risque lié à l'impact de la foudre. Elle définit les niveaux de protection nécessaires aux installations.

La réalisation de l'analyse conformément à la norme NF EN 62305-2 dans sa version en vigueur à la date de réalisation, permet de répondre à ces exigences. Pour les analyses réalisées avant le 1er septembre 2022, la réalisation conformément à la norme NF EN 62305-2, version de novembre 2006 permet également de répondre à ces exigences.

Cette analyse est systématiquement mise à jour à l'occasion de modifications substantielles au sens de l'article R. 181-46 du code de l'environnement et à chaque révision de l'étude de dangers ou pour toute modification des installations qui peut avoir des répercussions sur les données d'entrées de l'ARF.

Conformément aux dispositions de l'article 37, cette analyse prend également en compte, le cas échéant, l'unité de production photovoltaïque.

- Article 19

En fonction des résultats de l'analyse du risque foudre, une étude technique est réalisée, par un organisme compétent, définissant précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance.

Une notice de vérification et de maintenance est rédigée lors de l'étude technique puis complétée, si besoin, après la réalisation des dispositifs de protection.

Un carnet de bord est tenu par l'exploitant. Les chapitres qui y figurent sont rédigés lors de l'étude technique.

Les systèmes de protection contre la foudre prévus dans l'étude technique sont conformes aux normes françaises ou à toute norme équivalente en vigueur dans un Etat membre de l'Union européenne.

- Article 20

L'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention sont réalisées, par un organisme compétent, à l'issue de l'étude technique, au plus tard deux ans après l'élaboration de l'analyse du risque foudre, à l'exception des installations à autorisation au titre d'une rubrique des séries 1000, 2000 ou 4000 autorisées à partir du 24 août 2008 et des installations à autorisation au titre d'une rubrique de la série des 3000 dont le dépôt complet de la demande d'autorisation est postérieur au 1er septembre 2022, et non soumises à ces dispositions par ailleurs à la date du 31 août 2022, pour lesquelles ces mesures et dispositifs sont mis en œuvre avant le début de l'exploitation. Les dispositifs de protection et les mesures de prévention répondent aux exigences de l'étude technique.

- Article 21

L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.

Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.

L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.

Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance.

Les vérifications ont notamment pour objet de s'assurer que le système de protection contre la foudre est conforme aux exigences de l'étude technique et que tous les composants du système de protection contre la foudre sont en bon état et capables d'assurer les fonctions pour lesquelles ils ont été conçus.

La réalisation des vérifications conformément aux normes NF EN 62305-3, NF EN 62305-4 ou NF C 17-102 permet de répondre à ces exigences.

Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois après un impact de foudre, par un organisme compétent.

Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois après la vérification.

#### **Constats :**

Le site est équipé de parafoindres et de 7 paratonnerres.

L'inspection a consulté les rapports relatifs aux deux dernières vérifications périodiques des installations de protection contre la foudre :

- vérification visuelle le 04/11/2024 par BUREAU VERITAS : le rapport conclut à l'absence d'écart et libelle un avis général satisfaisant.
- vérification complète le 07/07/2025 par BUREAU VERITAS : le rapport liste 4 observations nouvelles et libelle un avis général non satisfaisant. La vérification a fait apparaître les 4 défauts ou anomalies auxquelles il y a lieu de remédier :

1) Améliorer la prise de terre foudre de la descente n°3 afin que sa valeur soit inférieure à 10 ohms.

2) Améliorer la prise de terre foudre de la descente n°8 afin que sa valeur soit inférieure à 10 ohms.

3) Améliorer la prise de terre foudre de la descente n°6 afin que sa valeur soit inférieure à 10 ohms.

4) Mettre à disposition, pour les vérifications complètes et selon la méthodologie fournie par le fabricant, le matériel de contrôle du PdA.

L'exploitant a présenté un devis de la société SENELEC daté du 27/10/2025 relatif à la levée des 4 anomalies. L'exploitant a précisé que les travaux devraient avoir lieu en janvier 2026.

Par ailleurs, par sondage, l'inspection a vérifié la valeur du compteur d'impact positionné sur la façade Sud-Ouest de l'entrepôt : il indiquait la valeur "0". L'inspection a demandé à consulter le registre de relevé périodique des compteurs d'impact de l'ensemble des paratonnerres du site : l'exploitant n'a pas été en mesure de le présenter.

#### **Conclusion :**

1) Le rapport relatif à la dernière vérification complète des installations de protection contre la foudre effectuée le 07/07/2025 identifie des anomalies non traitées le jour de la visite d'inspection.

2) L'exploitant n'est pas en mesure de justifier la réalisation d'un relevé périodique des valeurs des compteurs d'impact des paratonnerres.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions

correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective